

Au moins 72 décès aux mains de la police au Canada en 2017

Cette année encore, les médias d'ici et d'ailleurs ont dressés le bilan annuel du nombre de personnes tuées par la police aux États-Unis. Qu'en est-il au Canada ? La Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP) a mené sa propre recherche et en est arrivé à la conclusion que pas moins de 72 personnes ont perdu la vie, toute cause confondue, aux mains de la force constabulaire au Canada en 2017.

-

Combien de personnes ont été tuées par la police aux États-Unis en 2017 ?

Selon le *Washington Post*, qui tient à jour une base de données sur le sujet depuis 2015, pas moins de 987 personnes ont été abattus par la police américaine l'an dernier.

Pour le projet « Mapping Police Violence », le nombre de citoyens ayant perdu la vie aux mains de la police aux États-Unis s'élève à 1147 pour l'année 2017. Notons que cette collecte de données englobe les différentes causes de décès, c'est-à-dire les personnes qui sont mortes en conséquence du fait qu'elles ont été poursuivies, frappées, arrêtées, abattues, poivrées, électrocutées au pistolet Taser ou ayant subi quelque autre préjudice aux mains de policiers, en devoir ou non, que ce soit intentionnellement ou accidentellement.

Mais qu'en est-il au Canada ?

La problématique des décès de citoyens aux mains de la police apparaît moins bien documentée que chez nos voisins du sud. Et ce, bien que les États-Unis soient pourtant loin d'être un exemple à suivre en la matière.

D'abord, il faut savoir qu'aucun organisme public ne collige systématiquement des données sur les décès de citoyens aux mains de la police à la grandeur du Canada.

Ainsi, dans un courriel daté du 16 décembre 2015, un responsable de Statistique Canada écrivait à un militant de la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP) que cet organisme fédéral ne recueille pas de données sur les personnes décédées aux mains de la police.

Et cette inexcusable carence n'est malheureusement pas comblée par un travail de documentation mené par un grand média, à l'exemple du quotidien *Washington Post*.

En fait, les gens vivant au Canada sont même beaucoup mieux informés du nombre de personnes tuées par la police aux États-Unis que du nombre de citoyens décédés aux mains de la force constabulaire au Canada. C'est quand même ironique, non ?

Pousser la recherche

La CRAP s'efforce depuis plusieurs années d'essayer de documenter cette problématique en mettant à jour une liste comprenant les noms et âge de personnes ayant perdu la vie aux mains de la police d'un bout à l'autre du Canada depuis 1987.

(Notons que seuls les décès aux mains de flics en devoir sont répertoriés dans la liste de la CRAP)

Ainsi, pour l'année 2017, la liste de la CRAP contient les noms de 42 personnes décédées aux mains de la police au Canada. Ce triste inventaire a été essentiellement construit à partir d'informations provenant des médias. Toutefois, cette liste ne rend pas compte de tous les décès aux mains de la police, mais bien seulement de ceux dont l'identité du défunt a été, à notre connaissance, rendue publique.

Question de broser le portrait le plus complet possible de la situation pour l'année 2017, la CRAP a aussi consulté les communiqués de presse diffusés par des organismes équivalents au Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) dans le reste du Canada

Il s'agit plus spécifiquement du Special investigations unit (SIU) de l'Ontario), du Independent investigations office (IIO) de la Colombie-Britannique, du Alberta serious incident response team (ASIRT, qui a également juridiction au Yukon), du Independent investigations unit (IIU) du Manitoba et du Serious incident response team (SIRT) de la Nouvelle-Écosse (lequel fait également enquête sur les incidents graves impliquant la police à l'Île-du-Prince-Édouard).

Ces recherches plus poussées ont ainsi permis de découvrir l'existence de plusieurs autres décès ayant attirés peu d'attention médiatique.

La collecte de données a ainsi pu établir que 30 autres personnes, dont l'identité n'a pas été divulguée publiquement selon nos recherches, ont également perdu la vie aux mains de la force constabulaire canadienne en 2017.

Ce qui nous amène à un grand total d'au moins 72 décès de citoyens aux mains de la police au Canada, l'an dernier.

Ainsi, la CRAP constate aux termes de ses recherches que seules 58 % des personnes décédées aux mains de la police canadienne en 2017 ont été identifiées publiquement.

Si le BEI rend systématiquement public les noms des personnes ayant trouvé la mort aux mains de la police au Québec, c'est loin d'être le cas des autres organismes exerçant des fonctions similaires dans le reste du Canada. En fait, il semble que le Québec fasse figure d'exception sur ce point.

Ce déficit de transparence est tout à fait pitoyable.

Car sans l'identité des défunts, il est difficile de déterminer, par exemple, jusqu'à quel point certaines communautés – comme les Premières nations autochtones ou encore les minorités racisées – sont surreprésentées au niveau des décès de citoyens aux mains de la police au Canada, comme c'est le cas aux États-Unis.

De plus, la publication de l'identité de la personne défunte peut aussi avoir pour avantage d'amener des proches du défunt à se manifester, et ainsi faire avancer l'enquête.

Pas de quoi être fier

Le BEI a mené au total 49 « enquêtes indépendantes » au cours de 2017. Rappelons que le mandat actuel que le législateur a confié au BEI couvre non seulement les décès de personnes aux mains de la police, mais aussi les incidents lors desquels un citoyen a subi une blessure par balle ou toute autre blessure grave durant une intervention policière ou lors de la détention par un corps policier.

Il s'agit-là du nombre le plus élevé d'enquêtes indépendantes depuis que le ministère de la Sécurité publique a commencé à colliger des données à ce sujet, en 1999, époque où ce type d'enquêtes – surnommées « politique ministérielle » – étaient confiées à un autre corps policier que celui impliqué dans l'incident.

À titre de comparaison, l'année 2016 avait donné lieu à un total de 37 « enquêtes indépendantes » (dont vingt ont été menées par le BEI, devenu opérationnel le 28 juin cette année-là), alors qu'il y en avait eu 41 en 2015, 35 en 2014, 39 en 2013, et ainsi de suite.

« Ce sont des événements sporadiques et imprévisibles, qui ne sont pas nécessairement le reflet d'une tendance », de dire le porte-parole du BEI, Martin Bonin-Charron, pour expliquer le nombre record d'enquête indépendantes pour 2017.

Vraiment ? Regardons-y d'un peu plus près.

Onze personnes ont été abattues par la police au Québec en 2017, dont trois à Montréal.

C'est plus qu'en France, où neuf personnes ont trouvées la mort sous les balles de policiers en devoir l'an dernier.

Or, la population du Québec s'élève à 8,2 millions d'habitants, contre 66,9 millions de personnes pour la France.

En Allemagne, qui compte une population de 82,6 millions d'habitants, le nombre de décès causés par les balles de la police se chiffre à treize pour l'année 2017.

Et en Angleterre et au Pays de Galles, où la population s'élève à 58,3 millions d'habitants, six personnes ont perdu la vie après avoir été atteint par des tirs de policiers.

La disparité entre le Québec et ces trois grandes nations européennes est encore plus frappante lorsque l'on compare les ratios par habitants.

Ainsi, le ratio de personnes abattues par la police est de 0,13 par 100 000 habitants pour le Québec, contre 0,01 par 100 000 habitants pour la France et l'Allemagne et 0,00 par 100 000 habitants pour l'Angleterre et Pays de Galles.

Si on ajoute les onze personnes tombées sous les balles de policiers québécois aux vingt citoyens abattus par la police dans le reste du Canada, on en arrive à un ratio 0,08 par 100 000 habitants pour le Canada (le ratio est de 0,05 par 100 000 habitants sans le Québec).

Le Canada et le Québec ne s'en sortent pas mieux lorsque l'on compare les données sur les décès de citoyens aux mains de la police, toute cause confondue, avec celles de l'Angleterre et du Pays de Galles, où un total de 47 décès a été enregistré l'an dernier.

Ainsi, le ratio des décès aux mains de la police, toute cause confondue, est de 0,19 par 100 000 habitants pour le Canada (0,24 par 100 000 habitants pour le Québec) contre 0,08 par 100 000 habitants pour l'Angleterre et le Pays de Galles.

Certains diront sans doute que les flics canadiens ont la gâchette moins facile que ceux des États-Unis, où le ratio par habitants de personnes abattues par la police s'élève à 0,3 par 100 000 habitants en utilisant les données du Washington Post (et 0,35 par 100 000 habitants avec les données du projet « Mapping Police Violence »).

Mais ce n'est pas en se comparant avec les pires qu'on met toutes les chances de de notre côté de devenir meilleurs.

Prenons par exemple la comparaison effectuée par le projet « Mapping Police Violence » des données sur les homicides commis par la police dans les villes de Buffalo (New York) et d'Orlando (Floride).

La taille de la population de ces deux villes américaines, incluant le pourcentage de minorités racisées, se ressemblent. De même que le taux de criminalité. En fait, le taux de criminalité est même un peu plus élevé à Buffalo (12 par 100 000 habitants) qu'à Orlando (9 pour 100 000 habitants).

Et pourtant, les flics de Buffalo n'ont tué aucune personne entre 2013 à 2016, alors que ceux d'Orlando ont enlevé la vie à pas moins de quinze personnes durant la même période.

Toujours selon le projet « Mapping Police Violence », l'usage de la force policière mortelle va en décroissant lorsque certaines mesures sont adoptées et mise en application par les corps policiers américains.

Par exemple, le taux d'homicides perpétrés par la police baisse de 25 % lorsque les policiers sont tenus de rapporter tout usage de la force de leur part ou d'utiliser tous les autres recours possibles avant de faire feu.

Voilà qui démonte l'explication boiteuse du BEI voulant que le phénomène des homicides commis par la police s'explique par des « événements sporadiques et imprévisibles ».

En fait, l'usage de la force policière mortelle est souvent bien davantage le résultat d'une combinaison complexe de divers facteurs, comme la formation, la sous-culture policière et le cadre législatif, que des aléas du destin sur lesquels personne n'aurait à toute fins pratiques de contrôle.

S'entêter à soutenir le contraire, malgré des données probantes, ne fait que garantir non seulement le maintien du statu quo, mais aussi d'autres piètres bilans en matière de décès de citoyens aux mains de la police pour les années à venir au Québec.

Des noms derrière les chiffres

Pas moins de sept personnes ont perdu la vie aux mains du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) en 2017. Sur ce nombre, quatre personnes sont décédées lors d'une intervention policière où la force a été utilisée. Dans trois cas sur quatre, le décès a été causé par des projectiles d'arme à feu tirés par un ou plusieurs agents du SPVM.

Les informations diffusées laissent croire que le défunt était en crise au moment du décès dans chacun des quatre cas. Fait particulièrement troublant, le SPVM est même intervenu suite à l'appel des parents dans deux des quatre cas.

C'est ce qui est arrivé dans le cas de Koray Kevin Celik, 28 ans, décédé d'un arrêt cardiaque alors que deux flics tentaient de le « maîtriser », dans une résidence de l'Île-Bizard, le 6 mars 2017.

Idem pour Noam Cohen, 27 ans, lequel a été abattu par le SPVM après une poursuite en voiture qui s'est terminée par une collision à Lachine, le 15 juin 2017.

Le décès de Jimmy Cloutier, un homme de 38 ans en situation d'itinérance, survenu le 5 janvier 2017, a réactivé, quoique très brièvement, le débat sur les méthodes d'intervention policière questionnables auprès de personnes en crise.

Celui de Pierre Coriolan, un homme de 58 ans d'origine haïtienne menacé d'expulsion de son logis qui a été abattu le 27 juin 2017, a quant à lui ramené au-devant de la scène les relations problématiques entre les communautés noires et le SPVM.

Un second homme noir par ailleurs est décédé aux mains du SPVM cinq mois plus tard, soit David Tshiteya Kalubi. Âgé de 23 ans et originaire du Congo, le défunt, qui était atteint d'anémie falciforme, a été trouvé sans vie dans une cellule du SPVM, le 8 novembre 2017.

(Notons qu'il s'agit-là du premier décès en détention à Montréal depuis la mort de Paul Grossette, 33 ans, en février 1997, il y a donc 20 ans).

L'année 2017 vient donc rappeler, encore une fois, que les hommes noirs sont surreprésentés au niveau des décès de citoyens aux mains du SPVM.

Quant aux deux derniers décès de Montréal pour 2017, il s'agit, dans les deux cas, de personnes qui ont perdu la vie après avoir sauté d'un immeuble à étages lors d'une intervention du SPVM, et ce, durant le seul mois de février. Les circonstances diffèrent toutefois d'un cas à l'autre.

Gerardo Manuel Alvarado Huasapoma, 25 ans, est décédé après avoir sauté du sixième étage d'un immeuble lors d'une opération anti-drogue du SPVM, le 1^{er} février 2017.

Tandis que Flordeliza Juarez, 64 ans, était réputée suicidaire lorsqu'elle s'est jeté de son balcon, au quatrième étage, alors que des agents du SPVM discutaient avec elle, le 18 février 2017.

Reste du Québec

Treize autres personnes ont perdu la vie aux mains de la police à l'extérieur de Montréal, en 2017. Parmi ce nombre, on compte huit personnes, la plupart apparemment en crise au moment des faits, qui sont tombées sous les balles de policiers.

Emmanuel Therrien, 41 ans, père de trois enfants, a été abattu par la Sûreté du Québec alors qu'il portait un pistolet à sa ceinture, à Beauceville, le 15 mai 2017. Selon différentes sources, il s'agirait toutefois d'un fusil à plombs.

Jacques Filiatreault, 63 ans, était apparemment suicidaire et armé d'une carabine lorsqu'il a été abattu par la Sûreté du Québec à Grand-Remous, en Outaouais, le 29 juin 2017.

David Lévesque, 37 ans, était armé d'une machette lorsqu'il est mort sous les projectiles de la Sûreté du Québec dans le stationnement du poste de police local, à Pont-Rouge, dans la région de Portneuf, le 9 juillet 2017. Fait à noter, David Lévesque a été agent correctionnel au pénitencier de Donnacona, jusqu'en mars 2017.

Guillaume Bolduc, 25 ans, était possiblement armé d'un couteau lorsqu'il a été abattu par la Sûreté du Québec à Saint-Georges-de-Beauce, le 10 août 2017.

Jonathan Belley, 23 ans, était apparemment lui aussi armé d'un couteau lorsqu'il a perdu la vie sous les tirs de la Sûreté du Québec à La Sarre, en Abitibi-Témiscamingue, le 20 août 2017. La sœur a du jeune défunt a par ailleurs ouvertement évoqué un suicide par personne interposée.

Dennis Beaudoin, 36 ans, était armé d'une flèche et d'une barre de fer lorsqu'il a été abattu par la Sûreté du Québec à Danford Lake, un secteur faisant partie de la municipalité d'Alleyne-et-Caywood, en Outaouais, le 28 décembre 2017. Notons que c'est le père du défunt qui a logé l'appel au 911, parce qu'il voyait bien que son fils n'allait pas bien du tout, ce qui ne va pas sans rappeler les circonstances troublante des décès de Koray Kevin Celik et de Noam Cohen.

Le Corps de police régional Kativik, qui couvre le vaste territoire du Grand Nord québécois, a été impliqué dans pas moins de trois décès de citoyens en 2017. Voilà qui est beaucoup pour une force constabulaire dont les effectifs s'élèvent à seulement 70 policiers et patrouillant un territoire comptant 13 000 personnes, à 90 % inuit.

Illutaak Anautak, 19 ans, est tombé sous les balles de ce corps policier après avoir poignardé cinq membres de sa famille, dont trois ont perdu la vie, à Akulivik, le 10 juin 2017. Le compte rendu d'une amie d'Illutaak Anautak suggère par ailleurs que le défunt aurait eu le dos tourné au moment où la police a fait feu.

David Sappa, 22 ans, était semble-t-il lui aussi armé d'un couteau lorsqu'il est tombé sous les balles du Corps de police régional Kativik à Umiujaq, le 28 décembre 2017.

Enfin, Jimmy Éliyassialuk, 22 ans, a été retrouvé sans vie dans une cellule du poste de police de Puvirnituk, le 28 avril 2017.

À ces décès s'ajoute celui de Nadia Racine, une femme de 34 ans en crise et non-armée qui a rendu l'âme pour un motif inconnu lors d'une intervention du Service de police de la ville de Gatineau, à Gatineau, le 25 janvier 2017.

Les circonstances du décès de Michael Markowski, 54 ans, sont aussi sujettes à questionnements. Lorsque le véhicule du défunt est tombé dans le Lac des Deux Montagnes, le 7 mai 2017, les pompiers dépêchés sur les lieux ont bien tentés des manœuvres de sauvetage. Or, celles-ci ont été interrompues par des policiers de la Sûreté du Québec pour des raisons que le BEI a pour mission d'élucider.

Les circonstances du décès de Patrice Boire, 33 ans, sont également en lien avec un incident routier. L'accident est survenu sur la route 202, près de l'entrée du parc industriel, à Lacolle, sur la route 202, près de l'entrée du parc industriel, à Lacolle, le 31 mars 2017, alors que le véhicule du défunt était poursuivi par une auto-patrouille de la Sûreté du Québec.

Enfin, Carl Jason Dunphy, un vétéran des Forces armées canadiennes de 39 ans ayant participé à trois missions en Afghanistan, s'est enlevé la vie durant une intervention de la Sûreté du Québec à Saint-Louis-du-Ha! Ha!, dans le Bas-Saint-Laurent, le 11 février 2017.

Dans le «Rest of Canada»

Dans les autres provinces canadiennes, vingt autres personnes sont tombées sous les balles de la police l'an dernier.

Ralph Stephens, 27 ans, été abattu par une équipe tactique de la GRC sur la réserve Stoney Nakoda, dans le sud de l'Alberta alors qu'il était apparemment armé d'un fusil, le 7 janvier 2017.

Vitaly Savin, 55 ans, un membre bien connu de la communauté russe locale, a été abattu par la police d'Edmonton après qu'une auto patrouille de la police municipale ait intercepté son véhicule, à Edmonton, alors qu'il aurait été armé d'un couteau, le 9 mars 2017.

Un homme de 20 ans, apparemment suicidaire et armé, est tombé sous les balles de la GRC dans un cimetière à Pond Inlet, au Nunavut, le 18 mars 2017.

Un homme de 39 ans, apparemment armé et suicidaire lui aussi, a été abattu par la GRC, à Hall Beach, également au Nunavut, le 2 mai 2017.

Un membre de l'équipe tactique de la police d'Ottawa, patrouillant apparemment par hasard dans le secteur de Bymarket, a abattu un homme de 31 ans qui venait de faire feu sur deux autres hommes, tuant l'un et blessant l'autre, le 3 juin 2017.

Homme d'âge inconnu a trouvé la mort après un échange de coups de feu avec des agents de la GRC, à Port Coquitlam, en Colombie-Britannique, le 18 juin 2017. Notons qu'à l'origine, la GRC avait déclaré dans un communiqué de presse que l'homme s'était suicidé, une affirmation qui a par la suite été contredite par l'autopsie.

Comme quoi mieux vaut être prudent avant de conclure au suicide !

Ozama Shaw, un étudiant de 15 ans originaire de la Jamaïque, a été blessé par balles au niveau de l'abdomen par la police régionale de Peel suite à un vol à Mississauga, le 27 juillet, et a ensuite rendu l'âme, le 26 août 2017, dans un hôpital pour enfants après avoir subi onze interventions chirurgicales.

Un homme de 26 ans armé d'un couteau a été abattu par la GRC, à Whitefish Lake First Nation, en Alberta, le 6 septembre 2017.

Matt Dumas, 30 ans, dont le frère jumeau s'est suicidé six ans plus tôt, a été abattu par la police d'Edmonton dans le stationnement d'un restaurant, le 9 septembre 2017.

Adrian Lacquette, 23 ans, a été abattu par la police dans une rue du quartier North End de Winnipeg alors qu'il aurait été armé d'une arme à feu, le 13 septembre 2017.

Un homme de 35 ans apparemment suicidaire est décédé après avoir été abattu par la GRC, à Qualicum Beach, sur l'île de Vancouver, le 12 octobre 2017.

Cavin Poucette, 26 ans, un homme de la Première nation crie, a été abattu par la GRC, à Gleichen, à l'est de Calgary, alors qu'il était au volant d'un véhicule transportant également sa conjointe, le 19 octobre 2017.

Brydon Bryce Whitstone, 22 ans, un homme également de la Première nation crie, a été abattu par la GRC à North Battleford, en Saskatchewan, au terme d'une poursuite automobile, le 21 octobre 2017.

Tom Ryan, 70 ans, a été abattu par la police de Cobourg à l'urgence de l'hôpital de Northumberland Hills, en Ontario, le 27 octobre 2017. Le défunt, qui avait les jambes paralysées, aurait lui-même assassiné son épouse, Helen, à l'urgence peu avant de trouver la mort.

Billy Saunders, 18 ans, dont la copine était récemment tombée enceinte, a été abattu par la GRC à Lake Manitoba First Nation, au nord-ouest de Winnipeg, le 14 novembre 2017.

Russell Sutherland, 52 ans, père de quatre enfants, est décédé d'un tir d'arme à feu durant une intervention de la Police provinciale de l'Ontario dans le comté de Renfrew, le 6 décembre 2017.

Un homme de 25 ans a été abattu par la police régionale de York lors d'une prise d'otage dans une banque à Vaughan, le 13 décembre 2017.

Babak Saidi, 43, un homme d'origine iranienne souffrant de schizophrénie, a été abattu par la Police provinciale de l'Ontario à l'intérieur du détachement de ce corps policier de Morrisburg, le 23 décembre 2017.

Un homme d'âge inconnu et apparemment armé a été abattu par la police dans un motel au sud d'Edmonton, le 24 décembre 2017.

Un homme d'âge inconnu a été abattu par la police régionale de Peel dans les rues d'un quartier de Mississauga, le 30 décembre 2017.

Toute cause confondue

Onze autres personnes sont décédées d'autres causes suite à des blessures survenues lors d'une intervention policière dans le reste du Canada.

Kevin Canniff McEachern, 35 ans, a été happé par un camion sur l'autoroute 115, près d'Orono, en Ontario, alors qu'il était pourchassé par la police régionale de Durham pour une affaire de vol à l'étalage, à Clarington, le 17 janvier 2017.

Kieran Kay, 26 ans, a perdu la vie après avoir été menotté par des agents de la police régionale de Waterloo dans une résidence de Cambridge, en Ontario, le 22 mai 2017.

Dale Culver, 35 ans, père d'une petite fillette âgée de seulement 5 mois, est décédé durant une intervention de la GRC lors de laquelle du poivre de Cayenne a été utilisé, à Prince George, en Colombie-Britannique, le 18 juillet 2017.

Un homme de 44 ans est décédé suite à une interaction avec la police régionale de Peel, le 31 octobre 2017.

Notons que quatre autres personnes sont décédées suite à une chute en hauteur durant une intervention policière, dont trois dans la ville de Toronto.

Amleset Haile, une femme de 60 ans originaire de l'Éthiopie et à la santé fragile, a rendu l'âme après avoir chuté d'un édifice à trois étages durant une intervention de la police Toronto, le 4 janvier 2017.

Un homme de 20 ans a perdu la vie après être tombé du douzième étage d'un immeuble à appartements durant une intervention policière, à Toronto, le 8 mars 2017.

Un homme de 31 ans a perdu la vie après être tombé du trentième étage d'un immeuble à appartements durant une intervention de l'équipe mobile d'intervention de crise de la police de Toronto, le 21 mars 2017.

Et un homme de 27 ans est décédé après avoir chuté d'un pont autoroutier durant une intervention de la police régionale de Cape Breton, à Sydney (Nouvelle-Écosse), le 14 septembre 2017.

À cela s'ajoute deux décès qui ont été présentés comme des suicides lors d'une intervention policière.

Une femme de 20 ans est décédée apparemment par suicide, à Burlington, durant une interaction avec la police régionale de Halton (Ontario), le 6 mars 2017.

Un homme d'un âge inconnu est décédé lors d'une intervention de la GRC après s'être apparemment suicidé par balle à Blaine Lake, à Saskatchewan, le 5 Juillet 2017.

Sur la route

Six autres personnes, incluant deux couples, ont trouvé la mort lors d'un incident routier impliquant un policier dans le reste du Canada.

Sheila Walsh, 65 ans, est décédée suite à une collision avec un véhicule pris en chasse par une auto-patrouille de la Police provinciale de l'Ontario, à Arnprior, une ville du comté de Renfrew, le 25 septembre 2017.

Double tragédie alors que Nathan Wehlre, 15 ans, et sa passagère et copine, Taryn Hewitt, 16 ans, perdent tous deux la vie lorsque leur véhicule a frappé de plein fouet un camion remorque alors qu'il était poursuivi par une auto-patrouille de la police régionale de Waterloo sur l'autoroute 6, en direction d'Hamilton, le 6 octobre 2017.

Austin Eaglechief, un homme de 22 ans de la Première nation nakota/crie et souffrant de dépression, est décédé des suites de blessures subies lors d'une collision survenue au terme d'une poursuite menée par une auto-patrouille de la police municipale à Saskatoon, le 19 juin 2017.

Ken Ahronson, 64 ans, s'est éteint suite à une collision avec un véhicule faisant l'objet d'une poursuite policière, à Edmonton, le 3 juillet 2017. Son épouse et passagère du véhicule, Stella Constantin, 62 ans, est décédée le lendemain.

Sous la garde de la police

Sept autres personnes ont perdu la vie alors qu'elles étaient sous la garde de la police dans le reste du Canada.

Un homme de 40 ans a rendu l'âme alors qu'il était détenu par la GRC, à Kelowna, en Colombie-Britannique, le 1^{er} avril 2017.

Un homme de 32 est décédé durant sa détention au détachement de Wood Buffalo de la GRC, près de Fort McMurray, en Alberta, le 13 mai 2017.

Marlon "Roland" Jerry McKay, 50 ans, de la Première Nation des Oji-Cris, est décédé dans une cellule du poste de police de Thunder Bay, le 19 juillet 2017.

Deanna Noname, 55 ans, une mère de famille crie souffrant de la maladie d'obstruction pulmonaire chronique, a subi un accident vasculaire cérébral dans une cellule d'un poste de police d'Edmonton avant de rendre l'âme dans une chambre de l'hôpital Royal Alexandra, le 7 août 2017. Fait à noter, sa famille dit avoir constaté des ecchymoses et des bosses sur la tête, les bras et le corps de la défunte.

Une femme de 46 ans est décédée dans une cellule du détachement de la GRC de Indian Head, en Saskatchewan, le 9 septembre 2017.

Une femme d'un âge inconnu est décédée alors qu'elle est détenue suite à une arrestation pour bris de condition, à Quesnel, en Colombie-Britannique, le 2 octobre 2017.

Un homme de 57 ans est décédé alors qu'il était détenu par la police municipale dans un édifice à appartements de Toronto, le 26 novembre 2017.

Siège policier

Enfin, neuf autres personnes sont mortes dans un contexte de siège policier dans le reste du Canada, ce qui revient à dire qu'elles étaient à toutes fins pratiques détenues par la force constabulaire au moment du décès.

Un homme d'âge inconnu est décédé apparemment par suicide durant un siège par la GRC ayant mobilisé près de quarante policiers à Springfield, au Manitoba, le 7 janvier 2017.

Un homme de 20 ans soupçonné d'introduction par effraction, à Goodfare, en Alberta, est décédé alors que l'habitation où il se trouvait était encerclée par la GRC, le 11 février 2017.

Un homme de 69 ans a été trouvé sans vie dans une résidence de Kitchener qui avait encerclé par l'équipe tactique de la police régionale de Waterloo, le 4 avril 2017.

Le même jour, un homme de 52 ans a été trouvé sans vie dans une résidence de Kingston durant une intervention de l'équipe tactique de la police municipale.

Une femme de 24 ans est décédée d'une décharge d'arme à feu dans une maison encerclée par la police, à Cobourg, le 24 mai 2017.

Shawn Davis, 52 ans, chef de district des services ambulanciers d'Essex-Windsor, a été trouvé sans vie, le 27 juillet 2017, au terme d'un siège mené par la police de Chatham-Kent.

Un homme de 48 ans a été trouvé sans vie par des policiers et des ambulanciers dans une résidence faisant l'objet d'un périmètre policier, à Sudbury, le 4 septembre 2017.

Un homme de 34 ans a été trouvé sans vie dans une résidence de Windsor qui avait été cernée par la police municipale, le 15 septembre 2017.

Enfin, une intervention policière auprès d'un homme se trouvant dans un véhicule stationné, à Burnaby, en Colombie-Britannique, a pris fin lorsque le groupe d'intervention tactique de la GRC ait découvert que l'homme avait rendu l'âme, le 20 décembre 2017.

Montréal, 14 janvier 2018